



Depuis plusieurs semaines les gilets jaunes font entendre leur colère à travers des actions dans nombre de territoires. Des centres des finances ont, entre autres, été la cible de dégradations, avec parfois une possible mise en danger des agents .

La CGT Finances Publiques alerte sur le fait qu'il ne faut pas se tromper de cible. La responsabilité incombe au gouvernement qui n'a de cesse de développer des mesures antisociales, à créer de l'injustice fiscale et sociale.

Pour autant Emmanuel Macron maintient sa politique destructrice notamment envers les fonctionnaires et les services publics.

Dans son allocution du 10 décembre 2018, le Président tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du public.

Le point d'indice des fonctionnaires reste encore gelé malgré une inflation moyenne de 1,88 % en 2018. Cumulé avec le ralentissement des carrières, le retour du jour de carence la politique du gouvernement est une véritable attaque contre le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Mais sa politique destructrice ne s'arrête pas là. Alors qu'une demande forte de maintien des services publics s'est clairement exprimée ces dernières semaines de la part à la fois des citoyens et des élus locaux, la DGFIP poursuit à marche forcée le démantèlement de son réseau.

La CGT Finances Publiques 64 dénonce l'ampleur ( 3 trésoreries fermées, 4 transferts de missions recouvrement impôt, 2 de mission hospitalière et fusion des SIP et des SIE de Pau) mais également l'incohérence des restructurations menées dans les Pyrénées Atlantiques.

Cette CAP Locale se tient aujourd'hui pour étudier des mutations forcées suite à ces restructurations.

Vous pouvez Mme la Présidente juger cette CAP comme purement technique. Mais les agents concernés ne seront sans doute pas d'accord avec vous.

Les collègues des trésoreries qui voient partir leur mission impôt ou hospitalière et maintenus sur place s'inquiètent sur leur position non seulement pour le 1<sup>er</sup> janvier 2019 mais également pour le prochain mouvement de mutation.

Et que dire des collègues du SIP Biarritz, du SIP de Pau ou de la trésorerie de Pau Centre Hospitalier qui seront chargés de récupérer des missions sans bénéficier d'aucun renfort d'agent ?

Quelles réponses comptez vous leur apporter ?

Les restructurations que vous menez n'apportent comme vous le prétendez aucune amélioration des conditions de travail mais servent simplement à éponger les suppressions d'emplois.

Face à cette orientation purement mécanique, la CGT Finances Publiques 64 défendra toujours l'humain au travers des conditions de travail des agents et de leurs droit et garanties.

Forte de la confiance des agents des Pyrénées Atlantiques qui l'ont conforté comme première organisation syndicale du département, la CGT Finances Publiques 64 agira dans la plus large unité possible pour combattre cette politique d'austérité qui détruit le service public et ses agents.

**Les élus CGT Finances Publiques 64**  
**Eric MANRY – Pierre NOUQUERET**